

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.
est distribué en ville dans la soirée qui précède sa date.

ABONNEMENT : Pour Roubaix, 25 francs par an.
14 » six mois.
7 50 » trois mois.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant,
bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

On rend compte des ouvrages dont l'auteur dépose deux exemplaires.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, A Paris, chez
MM. LAFFITTE, BULLIER et C^o, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la
publication des annonces de MM. HAVAS, LAFFITTE, BULLIER
et C^o, pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

ROUBAIX

9 juillet 1863.

Le bruit court, dit le *Bulletin de Paris*, que les Cabinets de Londres et de Paris sont tombés d'accord sur la conduite à tenir relativement aux affaires de Pologne. On insistait sur la cessation immédiate des hostilités, toutes réserves étant faites d'ailleurs quant aux prochaines conférences acceptées, dit-on, par le cabinet de Saint-Petersbourg.

Le *Mémorial diplomatique* croit savoir que la réponse de la Russie aux notes des trois puissances pourrait bien subir un retard de quelques jours, le gouvernement russe ayant jugé de sa convenance d'attendre le résultat des débats qui doivent avoir lieu le 10 juillet dans le Parlement anglais sur la motion de M. Hennessy. En attendant, le général Mourawieff prolonge le cours de ses sinistres exploits.

Le gouvernement national polonais vient de déclarer, dans une circulaire en date du 6, qu'il n'y a rien de changé à son programme du 22 janvier, qu'il ne s'est jamais exagéré la portée des négociations diplomatiques, et qu'il ne pourra entrer en pourparlers sur l'armistice avec les puissances étrangères que s'il est admis à traiter sur le même pied que ces puissances et comme le représentant d'une nation libre.

On écrit d'Athènes, à la date du 4 juillet, que la lutte, commencée le 30 juin, s'est terminée le 2 juillet. Il y a eu beaucoup de sang répandu. Le fils de Canaris se trouve parmi les morts qui sont nombreux. Un nouveau ministère a été formé.

La « révolution militaire » qui, d'après la *Discussion*, aurait éclaté à Athènes, se réduit heureusement à fort peu de chose. La constitution définitive d'un gouvernement régulier est la première chose à faire, mais cela seul ne suffira pas.

Voici, d'après le *Journal de Commerce* de Saint-Denis (île de la Réunion), les causes qui ont provoqué la révolution de Madagascar :

« Radama II, à l'instigation de quelques favoris connus sous le nom de ménamasses, avait promulgué deux décrets autorisant, l'un le duel d'homme à homme, l'autre la guerre de village à village; des tentatives ont été faites pour obtenir le retrait de ces mesures; Radama II s'y est refusé; alors les chefs dont il repoussait la requête se sont emparés de quelques ménamasses, qui ont été tués à coups de sagaie. Sept sommations ont été successivement adressées au roi pour qu'il eût à livrer d'autres favoris désignés à la vindicte publique. Il a répondu constamment qu'ils étaient sous sa protection et qu'il ne les abandonnerait pas. Le 12 mai, à la fin du jour, une multitude furieuse a enfoncé les portes du palais et s'est saisie des proscrits, qui ont été massacrés dans la cour, sous les yeux de Radama II. C'est dans la nuit qu'il a été étranglé, et le 13 on l'a inhumé sans pompe, pendant que sa veuve Rabodo était déclarée reine comme succédant directement à Ranavalô Manjaka. »

J. RENOUX.

Le *Monde* publie quelques renseignements édifiants sur la révolution qui vient de s'accomplir à Madagascar. Ces renseignements expliquent malheureusement trop bien la conduite et les intrigues de l'Angleterre dont les nationaux seuls n'ont pas eu besoin de chercher un refuge dans leur consulat.

Voici ce que dit le *Monde* :

« Le *Moniteur* contient deux lettres adressées au ministre des affaires étrangères par le consul de France à Madagascar. La première lettre est de M. Laborde, consul; la seconde est d'un Français établi à l'île de la Réunion, qui, ayant habité Madagascar, a pu juger de près les hommes et les choses. »

« Avec ces deux lettres, on peut s'expliquer la sanglante révolution qui vient de s'accomplir. Il y a plusieurs mois qu'elle se préparait; les conjurés ont profité du premier prétexte fourni par le roi pour frapper le dernier coup. Radama II a eu des torts, mais ceux qui l'ont frappé n'en sont pas moins criminels, et quelques fausses mesures adoptées par ce prince, la faveur qu'il accordait imprudemment à quelques personnages, étaient bien compensées par les grandes mesures prises dans l'intérêt de la civilisation et par les bienfaits dont Radama II voulait faire jouir ses peuples. »

« N'y a-t-il là qu'une affaire entre Malgaches, comme le nouveau gouvernement

voudrait le faire croire? Il est difficile d'accepter cette assertion, difficile aussi de ne pas voir des intrigues étrangères dans les lugubres événements de Madagascar. »

« Les Anglais s'agitent beaucoup dans l'île depuis quelque temps; il paraît que le gouverneur de l'île Maurice savait quinze jours à l'avance que de graves événements se préparaient. »

« On se rappelle qu'il y a trois mois, un diplomate anglais ne se gênait pas pour dire que Radama II ne faisait pas l'affaire de l'Angleterre, et la reine Rabodo conviendrait mieux. »

« Le grand crime de Radama II, dit le *Patrie*, était la charte concédée à M. Lambert pour l'exploitation des richesses naturelles de Madagascar. »

« Des renseignements adressés au *Pays* il résulte : »

« Que M. Ellis, missionnaire anglais, aurait été le principal instigateur de la révolution; »

« Qu'il a assisté au supplice du roi; »

« Que la tête de M. Lambert a été mise à prix; »

« Que la nouvelle de la prochaine arrivée du commandant Dupré, plénipotentiaire français, a précipité le mouvement. »

« La question n'est donc pas purement malgache; elle n'en est que plus grave. »

— J. Chantrel.

Le bruit s'est répandu que des négociations seraient pendantes entre le gouvernement égyptien et la compagnie de l'isthme de Suez, en vue d'amener la résiliation de la clause qui attribue à cette compagnie la concession des terrains limitrophes du canal d'eau douce.

Ce fait est dénué de fondement. Il est vrai seulement que, le mois dernier, la compagnie s'est entendue avec le vice-roi pour l'abandon d'une portion très limitée de ces terrains, le long du canal d'eau douce qui doit s'étendre du Caire à Zagazig, et qu'Ismaïl-pacha fait exécuter à ses frais. L'établissement de la compagnie sur ces terrains aurait pu soulever quelques difficultés à Constantinople.

Angleterre.

Il devait y avoir lundi, à Londres, une réunion diplomatique concernant les affaires de Grèce. Cette réunion a été ajournée à mardi.

Les trois légations de France, d'Angleterre et de Russie, ont adressé une Note identique à l'Assemblée nationale, pour lui déclarer que si elle ne faisait pas

rentrer immédiatement le pays dans l'ordre, elles se retireraient.

Nous tissons dans la France :

Les dissentiments entre lord Palmerston et le comte Russell augmentent chaque jour. L'attitude belliqueuse du *Morning Post* dans la question polonaise est considérée à Londres comme une tactique parlementaire destinée à rendre impossible la situation du secrétaire d'Etat du Foreign Office.

On a déjà vu se produire les difficultés sur ce point dans la manière différente dont la question a été abordée par les deux ministres dans la Chambre des lords et dans celle des Communes. Il est tout un parti qui voudrait reléguer le comte Russell dans son siège de pair à perpétuité.

Le vote du subside par l'achat du bâtiment de l'Exposition universelle n'a été refusé que parce que les députés ont cru voir un atteinte à leur indépendance dans l'accord survenu entre les chefs de l'opposition et ceux du ministère qui avaient désiré complaire à la Cour dans cette occasion. — (A. Renauld.)

Pologne.

On écrit de Vilna, le 26 juin, au *Czas* du 3 juillet :

« Si Mourawieff remplit les prisons de notabilités polonaises, il est, de son côté, tenu prisonnier parmi nous. Depuis le jour de son arrivée à Vilna, le féroce proconsul n'est pas sorti une seule fois de son palais, autour duquel veille jour et nuit une garde nombreuse. Son médecin soumet à l'action des réactifs chimiques tous les aliments servis à sa table. »

« On annonce qu'il vient de signer l'arrêt de mort de six ecclésiastiques. Les exécutions doivent avoir lieu dans les villes chefs-lieux de districts pour jeter l'épouvante dans le clergé et la population catholique. Dans le seul gouvernement de Mohylew, trois cents propriétaires ont été incarcérés et leurs biens mis sous séquestre. On n'a laissé en liberté que quarante propriétaires de ce gouvernement. »

Italie.

On lit dans le *Journal de Naples*, du 26 juin :

« Les espérances à l'égard de la récolte du coton dans les provinces napolitaines et en Sicile ne sauraient être meilleures. On nous assure qu'il n'a pas été consacré, cette année, moins de 20,000 arpents de terre à la culture du coton, et l'on pense

en retirer environ 100,000 balles de 80 kilogrammes chacune. »

Mexique.

Nous avons dit que d'après les avis transmis de New-York tous les résidents français avaient été contraints de quitter la ville de Mexico.

Juarez avait pris le commandement des troupes. On renforçait les fortifications; on pensait que le Gouvernement inonderait la vallée à l'approche des Français et recourrait à tous les moyens pour leur opposer une résistance désespérée.

Toutes les troupes disponibles sont concentrées sur la capitale.

Comonfort a été très vivement blâmé pour n'avoir pas secouru Puebla, et a eu conséquence donné sa démission.

Les Français étaient arrivés à San-Martin de Mulican.

Le général Forey avait ordonné d'envoyer les généraux prisonniers en France et les autres officiers à la Martinique.

2,000 des soldats pris à Puebla ont été employés à détruire les retranchemens élevés autour de la ville; 3,000 autres ont été mis au travail sur le chemin de fer de Vera-Cruz.

Nous trouvons ces détails dans le journal espagnol *La Epoca* :

« Par suite de l'occupation de Puebla par les Français, le Gouvernement mexicain a perdu la majeure partie des éléments militaires sur lesquels il s'appuyait et comme il n'ose pas défendre la route qui de Puebla conduit à Mexico, toutes les forces dont il peut disposer couvrent le point dit Temelucan. Avec les troupes et celles que l'on attend de l'intérieur, on répond à une circulaire pressante du ministre de la guerre aux gouverneurs des Etats, on croyait que l'on ne réunirait pas dans la capitale au-delà de 16,000 hommes. Le Gouvernement mexicain a accepté la démission de Comonfort, et il a nommé général en chef de l'armée du Centre le citoyen Lagara, à la fois avocat et général. Juarez et tous les ministres font leurs préparatifs pour se rendre à Morelia aussitôt que les Français se seront mis en marche contre la capitale. »

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

L'Agence Havas nous communique les dépêches télégraphiques suivantes :

Athènes, 4 juillet. (soir).
La lutte, commencée le 30 juin, s'est terminée le 2 juillet. Il y a eu beaucoup

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX
DU 10 JUILLET 1863.

— N° 17. —

LE TREMBLEMENT DE TERRE

CHAPITRE XV.

LA MESSE DU JEUDI SAINT. — LE CAPITAINE PAEZ.

(Suite).

— Pourquoi donc ne pas informer le marquis de ces choses-là ?
Joséfa expliqua au capitaine, autant qu'elle le jugea nécessaire et convenable, la source de ses informations sur Escudero et la situation de Rodriguez à l'égard de ce dernier. Paez réfléchit un instant.

« Le mieux serait, dit-il enfin, qu'un homme résolu, partageant votre conviction en ce qui concerne Escudero, risquât un coup de main et en prit la responsabilité vis-à-vis du président. »

— Telle est aussi ma pensée.
— Et vous jugez, mademoiselle, que Paez est l'homme qu'il vous faut ?

(*) Reproduction interdite.

— J'avais en vous cette confiance, répondit-elle franchement.

— Eh bien ! je ne tromperai pas la confiance d'une si belle dame. Voyons d'abord quel effet votre lettre produira. Si le gouvernement n'en est pas assez ému pour se décider à un acte énergique, j'enlèverai don Escudero à la tête de quelques-uns de mes Llaneros; je le conduirai droit au quartier-général, et je ne remettrai moi-même, en même temps que lui, au jugement du commandant en chef.

— Mais le temps presse; dès demain, peut-être même dès ce soir, le mariage sera célèbre.

— Je ne puis rien entreprendre avant la nuit. Et, même alors, il ne sera pas facile de saisir un homme dans une ville garnie de troupes et regie par des autorités rigoureuses. Je voudrais pouvoir nommer, invoquer votre témoignage. Mais votre air et votre langage ont un tel cachet de franchise et de vérité que je veux bien répondre sur ma tête de tout ce que vous avancez. Si Escudero est réellement un des chefs du parti espagnol, on trouvera bien quelques preuves contre lui dans ses papiers, dans l'enchaînement de certains faits, et, au besoin, dans les dires des prisonniers que font nos troupes.

— Certainement. Par malheur, Carthagène est si loin de Caracas qu'il faudrait attendre des mois la réponse à une lettre; car il suffirait d'y écrire pour apprendre que cet homme, qui s'intitule citoyen de cette république, a quitté sa patrie juste au moment où elle s'est déclarée indépendante.

— Vous avez ma parole : Escudero tombera entre mes mains la nuit prochaine. »

A ces mots, ils se séparèrent, car la

voiture de la marquise rentrait déjà. Evidemment, dona Madalena n'avait trouvé personne au palais de l'Esoro, ou bien l'on avait refusé de la recevoir.

CHAPITRE XVI.

LE MARIAGE. — LA CATASTROPHE.

Après avoir passé une heure au palais du gouvernement, le marquis rentra, curieux de connaître le résultat de la visite de sa mère. Joséfa le reçut à un air triomphant, car elle croyait avoir prevenu tout événement fatal par son entretien avec Paez. Quant à dona Madalena, elle apprit qu'elle n'avait vu ni la comtesse del Tesoro, ni Paula, ni don Antonio, tous les trois s'étant rendus après la messe à une invitation de l'archevêque.

« Le gouvernement a reçu ce matin, dit Rodriguez, une accusation anonyme contre don Escudero, et les membres présents de la Junta ont délibéré sur le point de savoir s'il fallait, oui ou non, en tenir compte. La lettre méritait certainement bien d'être prise en considération; mais comme elle n'était pas signée et que j'ai cru, à l'écriture, en reconnaissant l'auteur, j'ai insisté pour qu'on n'y ait pas égard. »

Ce disant, il regardait Joséfa. Elle rejeta la tête en arrière d'un air d'indifférence et resta muette.

« Je retournerai chez la comtesse, dit dona Madalena. J'espère que l'état des choses n'aura guère changé d'ici à cette après-midi. »

— Je crois, au contraire, reprit Rodriguez, que maintenant déjà il est trop tard, et que l'archevêque peut-être en ce moment même le mariage d'Escudero.

— Et moi j'espère, dit la maîtresse, qu'on laissera au moins passer le jeudi et le vendredi saints avant de songer à cette cérémonie.

— Quoi qu'il en soit, je me sens la force de tout supporter... La revue des troupes aura lieu avec grand apparat. J'ai invité à dîner quelques officiers de la milice et de la ligne, entre autres Ruiz Infante, que ma mère et ma sœur connaissent déjà. »

La marquise et sa fille adoptive accueillirent ces messieurs de la façon la plus gracieuse, et le repas fut assez gai. Il avait commencé et il se termina plus tôt que d'habitude, afin de permettre aux officiers de se trouver dans la cour du palais du gouvernement à l'heure fixée pour la revue.

Une file de voitures, précédée d'un cortège de serviteurs à la livrée archiepiscopale, passa devant le palais de Rodriguez pendant qu'il était avec ses amis à une fenêtre du salon. Dans une de ces voitures, qui était découverte, on remarquait don Escudero assis à côté de dona Paula. Pâle, l'air souffrant, mais résigné, la jeune fille portait une robe de velours noir et une mantille qui lui descendait de la tête sur les épaules et lui cachait la taille jusqu'à la ceinture. L'archevêque, la comtesse del Tesoro et don Antonio d'Huerta occupaient la voiture suivante, et le cortège se dirigeait vers la cathédrale.

« Un mariage aujourd'hui ! s'écria Ruiz Infante. »

— Oui, un mariage, en effet, répondit Rodriguez. Mais une fête d'un autre genre, une fête patriotique, nous attend, nous, messieurs. Il va être quatre heures; à cheval donc !

— Rodriguez, s'écria Joséfa, oubliant,

dans sa consternation, qu'ils n'étaient pas seuls, ne nous quittez point dans l'affreux état où vous êtes !

— Voilà bien longtemps, ma sœur, que je n'ai été aussi calme qu'en ce moment, répliqua le marquis à haute voix. Sachez, messieurs, que j'avais conçu, il y a deux ans, un attachement profond pour cette mariée qui vient de passer là. Elle était, du reste, déjà fiancée à l'homme qui la conduit à l'autel. Tant que j'ai pu nourrir quelque espoir, j'ai souffert toutes les tortures de la passion inquiète et jalouse et des plus cruelles anxiétés. Aujourd'hui que mon sort est décidé, irrévocablement décidé, je retrouve la force de résister à ma douleur. Pardonnez-moi de vous entretenir ainsi de mes propres affaires; mais, cette corde-là une fois touchée, cette explication était nécessaire pour tranquilliser ma mère et ma sœur. »

Rodriguez prit les mains de Joséfa et les serra dans les siennes, embrassa la marquise, dont les yeux étaient humides, et descendit dans la cour avec les officiers. Un instant après, ils étaient à cheval et en route pour le palais du gouvernement.

« La douleur qu'il croit avoir surmontée se fera sentir plus tard ! soupira la marquise. Et nous qui aurions tant aimé à le voir heureux ! »

— Tous mes projets renversés d'un coup ! C'est impossible; nos yeux nous ont trompés ! dit Joséfa avec toute la vivacité de son ardente nature. Si vous le permettez, je vais à la cathédrale m'assurer que nous étions dans l'erreur. »

Aussitôt elle fit atteler et se rendit à l'église.

Dans la sacristie, plusieurs personnes cherchaient en vain à prendre cet air à la